



La révolution arabe est en marche : après la Tunisie, l’Egypte s’enflamme à son tour...

Par [Jérôme Duval](#) et [Fathi Chamkhi](#)

Mondialisation.ca, 30 janvier 2011

[CADTM](#) 30 janvier 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

« *La mémoire des opprimés ne s’efface jamais, et le souvenir des événements qui la composent ne cesse de nourrir la révolte* [1]. »

Ce texte est dédié aux nombreux Egyptiens qui, ces jours de janvier, ont payé de leurs vies pour voir leur pays débarrassé de ce régime dictatorial corrompu.

Le processus révolutionnaire, qui a commencé le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid en Tunisie, et qui a abouti à la chute du dictateur Ben Ali, est le même qui enflamme l’Egypte depuis la journée historique du 28 janvier. Ce mouvement qui, malgré une répression farouche, a déjà fait plus d’une centaine de victimes et des milliers de blessés, est en train de s’étendre à toutes les villes et à tous les villages d’Egypte, porté par un seul mot d’ordre : ‘le peuple veut la chute du régime’. La journée historique de ce vendredi 28 janvier 2011 se solde par au moins 20 morts et 1000 blessés.

Après la Tunisie, l’Egypte

Ce vendredi 28 janvier 2011, au 4ème jour de protestation [2] , le pays s’enflamme : les manifestations s’étendent dans tout le pays, au Caire, à Alexandrie comme à Suez pour exiger le départ du dictateur Moubarak au pouvoir depuis 30 ans. Empruntant la voie révolutionnaire ouverte par les masses populaires et la jeunesse en Tunisie, rien ne peut plus arrêter le processus insurrectionnel en marche. Emportée par la lame de fond révolutionnaire en cours en Tunisie, celle-là même qui vient de chasser Ben Ali du pouvoir, le 14 janvier dernier, la rue égyptienne s’embrase. Âgé de 82 ans, le plus proche allié arabe des États-Unis, après quelques instants d’hésitations, ordonne à sa police de réprimer durement les manifestations espérant ainsi tuer dans l’œuf la révolution qui menace d’emporter le régime corrompu. Dans le même temps, Internet est totalement censuré , et les communications téléphoniques via le réseau Gsm sont très fortement limitées ; le géant britannique des télécommunications Vodafone confirme que les compagnies de téléphonie mobile se sont soumises à l’ordre de couper toutes communications. Il est frappant de voir comment, dès qu’elles agissent au service de la révolution, les nouvelles technologies de communication, tel Internet ou la téléphonie mobile, peuvent être totalement et immédiatement coupées à l’échelle d’une nation entière.



Graphique sur coupures internet [HTTP://WWW.HUFFINGTONPOST.COM/2011/...](http://www.huffingtonpost.com/2011/...)

La rue s’embrase

Dans la capitale, le métro est fermé, deux commissariats et le siège du Parti national démocrate (PND) au pouvoir ont été incendiés. Selon l'*Associated Press*, le ministère des Affaires étrangères aurait été pris à partie par les manifestants. À Alexandrie, c'est le siège du gouvernorat, un symbole du régime, qui a été brûlé. La répression s'abat aussi sur plusieurs membres de la presse étrangère, dont un journaliste d'*Al Jazeera* qui a été battu par des policiers en civil. Alors que l'armée est appelée à prêter assistance aux forces de police, un couvre-feu est décrété dans les principales villes - Le Caire, Alexandrie et Suez - avant d'être étendu dans la soirée à toutes les villes du pays. Prévu pour entrer en vigueur ce vendredi à 18h et se maintenir au moins jusqu'au lendemain 7h, celui-ci n'est pas respecté et le peuple tient la rue. Dans la confusion la plus totale, la foule se déplaçait au milieu de colonnes de blindés, certains policiers et des conducteurs de blindés pactisant avec les manifestants qui dansaient sur les chars !

Les vraies raisons de la révolte

Certes, Internet a aidé à amplifier le mouvement en diffusant la rage populaire exacerbée, notamment avec l'appel national à la protestation lancé par le Mouvement du 6 avril sur Facebook, mais celle-ci aurait fini par éclater de toute façon. Les médias nous parlent de révolution Facebook ou Twitter, mais ne détournons pas notre attention de la vraie raison de cette insurrection : l'envie d'en finir avec un régime despotique sous domination impérialiste pour enfin satisfaire les besoins essentiels de la population. Ce pays est riche. Il est dès lors intolérable que 28,1 millions de personnes vivent dans un état de pauvreté et que près de 2,6 millions de personnes n'arrivent même pas à se nourrir [3]. L'Égypte dispose d'importantes ressources énergétiques (pétrole et gaz) et d'un potentiel agricole historique. Les autorités bradent les ressources aux puissances étrangères afin de payer une dette qui n'a en rien bénéficié aux populations puisqu'au contraire elle a servi à la réprimer durant au moins 30 années de dictature. Les nouveaux prêts sont en grande partie détournés en toute connaissance de cause des créanciers qui en partagent la responsabilité avec l'élite corrompue du pays. Les avoirs de Moubarak, au même titre que ceux de Ben Ali en fuite, constituent des biens mal acquis et doivent être restitués au peuple.

Depuis que Moubarak est devenu président en 1981, après l'assassinat de son prédécesseur Anouar el-Sadate, le peuple égyptien a remboursé l'équivalent de 68,5 milliards de dollars au titre de la dette externe. Pourtant, dans le même temps, elle n'a cessé d'augmenter, passant de 22 à 33 milliards de dollars. Il s'agit d'une dette odieuse qui, en droit international, est nulle et non avenue. Elle doit être purement et simplement répudiée. Comment concevoir que cette doctrine [4] ayant servi aux États-Unis pour réclamer l'effacement de la dette odieuse irakienne en 2003 ne soit pas appliquée ailleurs ? Certes, dans le cas irakien, cela a permis aux États-Unis et à ses multinationales de prendre possession du pétrole à moindre frais, alors qu'en Égypte, les États-Unis n'ont pas besoin de faire la guerre pour cela, Hosni Moubarak leur est tout dévoué.

Hypocrisie impérialiste

Après des décennies de silence et de coopération militaire et commerciale, les grands dirigeants de ce monde, présents au Forum économique mondial de Davos ou à Washington, ont appelé soudainement à respecter les droits humains fondamentaux. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé les dirigeants égyptiens à éviter de nouvelles violences et à respecter les libertés de rassemblement et d'information en Égypte, tandis que la secrétaire d'État Hillary Clinton, après avoir clamé la stabilité du régime, s'inquiète trois jours plus tard de la tournure des événements : « *Nous sommes très*

inquiets au sujet des événements en Egypte. Les droits fondamentaux doivent être respectés, la violence endiguée, et la liberté de communication rétablie. » dit-elle [5] . De belles phrases que les égyptiennes et égyptiens auraient sans doute apprécié entendre plus tôt, alors que le peuple était réprimé, les médias aux ordres ou bâillonnés, et l'opposition incarcérée depuis 30 ans par le régime autoritaire et dictatorial de Moubarak. Le Président de la commission des affaires étrangères du Sénat américain, John Kerry, a quant à lui, osé appeler les Egyptiens à des manifestations « pacifiques », évoquant les précédents non violents de Gandhi et Martin Luther King tout en omettant de mentionner que l'armée égyptienne, financée par des subventions étatsuniennes (1,3 milliard de dollars en 2010), maintient depuis trois décennies l'oligarchie au pouvoir par la répression. Rappelons par ailleurs que les États-Unis soutiennent la dictature en place et envoient chaque années 2,2 milliards de dollars d'« aide » économique.

Sous certains aspects, les États-Unis ont bien plus à craindre d'une déstabilisation en Egypte qu'en Tunisie. En plus d'être un fidèle allié, l'Egypte est un pilier important de l'ordre établi arabe et est le garant de la stabilité régionale vis-à-vis d'Israël. Le vice-président étatsunien Joseph Biden ne pense pas que le leader égyptien doive démissionner et déclare : « *Moubarak a été notre allié pour normaliser les relations avec Israël, je ne le qualifierais pas de dictateur* [6] » . Toutes ces déclarations cachent mal la volonté de protéger les intérêts économiques et stratégiques dans la région. En réaction aux événements, la Bourse de New York creusait ses pertes, tandis que les prix du pétrole bondissaient...

La solidarité bat son plein

La révolution tunisienne en cours n'a pas encore fini de faire parler, les manifestations en Egypte font échos à la rue tunisienne et la solidarité bat son plein. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées ce 28 janvier devant l'ambassade d'Egypte à Tunis pour réclamer le départ du président égyptien, Hosni Moubarak, en signe de solidarité avec l'Egypte. Après « *Ben Ali dégage* », des pancartes « *Moubarak dégage* » sont brandies en signe de solidarité. « *Nous sommes solidaires du peuple égyptien comme de tous les peuples opprimés du monde.* » affirme Mohammed Khaldi, un jeune ingénieur. Le Parti démocratique progressiste (PDP, opposition) a exprimé vendredi sa « *solidarité avec le grand peuple égyptien* », en appelant à « *la fin de l'injustice et de la dictature* ». Des manifestations devant les ambassades sont prévues dans les grandes capitales européennes comme à Paris, Madrid...

Notes

[1] *Une histoire populaire des Etats-Unis*, Howard Zinn, Agone 2002, page 503.

[2] Les manifestations de grande ampleur ont débuté mardi 25 janvier

[3] <http://www.oecd.org/dataoecd/4/21/4...>

[4] Voir : <http://www.cadtm.org/IMG/pdf...>

[5] <http://www.lexpress.fr/actualite/mo...>

[6] D'après une interview à la télévision publique PBS : "Mubarak ha sido nuestro aliado para

normalizar las relaciones con Israel, no le calificaría de dictador”, *Público*, 29 janvier 2011.

P.-S.

Jérôme Duval, Patas Arriba/Cadtm Espagne

Fathi Chamkhi, Raid Attac/Cadtm Tunisie

La source originale de cet article est [CADTM](#)

Copyright © [Jérôme Duval](#) et [Fathi Chamkhi](#), [CADTM](#), 2011

Articles Par : [Jérôme Duval](#)
et [Fathi Chamkhi](#)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l’abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d’Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l’auteur avec Fátima Martín du livre *Construcción europea al servicio de los mercados financieros*, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l’ouvrage *La Dette ou la Vie*, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n’engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d’articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l’article, l’adresse url ainsi qu’un hyperlien vers l’article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d’auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d’auteur, dont le détenteur n’a pas toujours autorisé l’utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d’utilisation équitable", dans le but d’améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s’y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu’à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d’auteur pour des raisons autres que "l’utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d’auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca